Document generated on 06/04/2025 6:19 a.m.

Nouveaux Cahiers du socialisme

Montée des extrêmes : motifs de crainte et d'espoir

Carole Yerochewski

Number 21, Winter 2019

URI: https://id.erudit.org/iderudit/90601ac

See table of contents

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)
1918-4670 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Yerochewski, C. (2019). Montée des extrêmes : motifs de crainte et d'espoir. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (21), 216–218.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Montée des extrêmes : motifs de crainte et d'espoir

Carole Yerochewski
Professeure associée en relations industrielles à l'Université du Québec en Outaouais

Dans plusieurs pays, on assiste à une prise de pouvoir, démocratique, d'une droite dure, parfois même fasciste, comme c'est le cas au Brésil depuis le 28 octobre dernier. Comme avec Trump aux États-Unis, personne, y compris les « experts » qui sont cités abondamment par les médias, ne l'avait vue venir.

Pourtant les signaux ne manquent pas depuis une trentaine d'années. L'un des premiers est sans doute le score obtenu en 1984 par l'extrême droite aux élections européennes, avec plus de 10 % des suffrages exprimés. À l'époque, seulement quelques universitaires se sont inquiétés de la remontée des discours racistes, contre les droits des femmes, etc. Ils et elles pensaient que ce n'était pas un phénomène conjoncturel, mais un changement profondément lié au fonctionnement de nos sociétés[1], c'est-à-dire à l'intersection des rapports sociaux d'exploitation et de domination qu'il faut combattre conjointement.

Or, la gauche sous-estimait cette imbrication, accordant la primauté au rapport capital-travail – par exemple, en dénonçant surtout dans l'offensive néolibérale la dérégulation des protections collectives sur le marché du travail, sans examiner le fait que celles-ci concernaient surtout les salariés privilégiés blancs et masculins. Dans la vision traditionnelle et antidialectique de la gauche orthodoxe, en combattant la remise en cause des droits acquis, le « reste » suivrait. Aujourd'hui, ceux et celles qui votent pour la droite dure font un pari symétrique, celui de penser que si on

1 Voir Étienne Balibar et Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, Paris, La Découverte, 2018.

règle la crise, si on « nettoie » le pays de ses profiteurs et corrompus, le reste suivra. Sauf que le reste pour eux, ce n'est pas l'oppression des femmes ni la division sexuée et racisée du travail. Le reste pour eux, ce sont les profiteurs de l'aide sociale (plutôt que des paradis fiscaux), les personnes immorales, tous ces « autres » (étrangers, femmes qui revendiquent, transgenres, etc.). Voilà pourquoi les discours sexistes et racistes, ou xénophobes pour ce qui concerne notamment la Coalition Avenir Québec (CAQ), ne découragent pas une grande frange de l'électorat de voter pour la droite.

La situation que nous vivons ressemble ainsi à ce qui s'est passé dans les années 1930 : précarisation sur fond de financiarisation de l'économie, montée des extrêmes et, donc, montée aussi d'une gauche revendiquant de véritables transformations sociales, face à laquelle les classes possédantes en sont venues à préférer leurs dangereux valets (comme les militaires et les évangélistes au Brésil, ou les nazis en Allemagne). Tout cela se déroulant sur fond de crise de la « démocratie représentative » et d'absence d'un projet rassembleur alternatif à celui porté par la droite.

Il serait bien sûr absurde de ne pas tenir compte du phénomène des abstentions, qui montre que la population n'a pas massivement basculé à l'extrême droite. Mais c'est justement par la voie démocratique, comme on l'a vu au Brésil ou en Italie, que la droite dure, qui est en phase avec la droite « austéritaire », arrive au pouvoir et procède alors à une utilisation dictatoriale d'institutions « représentatives ».

Face à la détermination de la droite dure, il n'y a donc rien de rassurant à voir grandir le sentiment d'impuissance – même si cela ne veut pas dire que les actes de solidarité et les initiatives alternatives se réduisent : en témoigne comment les Mexicains et les Mexicaines ont soutenu la caravane de milliers de femmes et d'hommes centroaméricains qui ont traversé leur pays pour se rendre à la frontière avec les États-Unis. Mais la difficulté à consolider les solidarités, à les mailler, s'accroît quand cette gauche, à chaque fois qu'elle gagne les élections, nous explique qu'il n'y a qu'une politique économique possible, ne s'attaque pas aux inégalités structurelles et chevauche les discours de repli identitaire, brisant ainsi en multiples gouttes la vague qui ne cesse pourtant de revenir en faveur d'une « autre politique ».

Le sentiment d'impuissance conduit alors les unes et les uns (pauvres, racisés, minorés) à penser – avec raison – qu'on ne les écoute pas et qu'il ne sert à rien d'aller voter, ou en conduit d'autres à croire qu'en votant « contre » ceux qui ont trahi leurs promesses, ils vont arriver à provoquer quelque chose, n'importe quoi, mais quelque chose qui va montrer qu'ils *ne sont pas des quantités négligeables* ! Répétera-t-on assez que les gens ne se battent pas d'abord pour obtenir quelque chose – un meilleur salaire, de meilleurs services, etc. – mais pour devenir quelqu'un ! Qu'ils ou elles se fassent leurrer par les promesses d'un Trump ou d'un Bolsonaro est certain. Mais ce n'est pas en se contentant de leur dire cela qu'on neutralisera leur amertume.

En tout cas, face à la montée d'une droite revancharde, prête à porter au pouvoir des monstres qu'elle ne maîtrise pas (comme l'a fait la bourgeoise allemande en soutenant Hitler), il va falloir se demander comment on en est arrivé là. Comment a-t-on pu, au cours des trente dernières années d'offensive néolibérale, atténuer la portée de la remontée des inégalités, être aveugle à l'indignation grandissante face aux promesses non tenues, ne pas craindre le reflux que ne manquerait pas de provoquer le sentiment de l'inutilité du recours aux voies habituelles d'exercice de la citoyenneté ?

Il y a cependant un motif d'espoir. C'est la jeunesse. Certes, à l'aune des habituels conflits de générations, cette jeunesse passe depuis plusieurs années, pour être « apolitique » ou « individualiste ». Mais c'est surtout qu'elle ne s'engage pas sur les mêmes enjeux. En vérité, les jeunes générations se montrent peu séduites par les discours fascisants, y compris au Brésil où les étudiants et les étudiantes résistent avec courage aux militaires qui investissent les universités. C'est là une différence essentielle avec le passé. La jeunesse qui se mobilise – comme celle qui a mené la campagne de Québec solidaire aux dernières élections provinciales – sait en outre que les vrais combats se mènent conjointement, et qu'ils concernent la protection de l'environnement, la solidarité dans l'accès à de la nourriture de qualité, le droit de circuler sur toute la planète, le travail et le salaire décents, la reconnaissance de l'existence de sociétés plurielles. Elle est notre espoir. Saurons-nous la soutenir ?